



Copie à publier aux annexes au Moniteur belge après dépôt de l'acte au greffe

Réservé
au
Moniteur
belge



24004907

TRIBUNAL DE L'ENTREPRISE

26 DEC. 2023

CHAMBRE WALLONNE
Greffe

N° d'entreprise : **0409 134 614**

Nom

(en entier) : **Centre Indépendant de Promotion Fourragère asbl**
(en abrégé) : **CIPF asbl**

Forme légale : **Association Sans But Lucratif**

Adresse complète du siège : **Croix du Sud**, 2 bte L7.05.11 à 1348 Louvain-la-Neuve

Objet de l'acte : **Modification des statuts de l'association et de son siège social**
(AG.14.12.23).
Nomination-démission des administrateurs (décision des AG du 20.12.2022 et 14.12.2023).
Composition du bureau de l'association (CA 14.12.2023)
Nomination de l'organe de gestion de l'association (CA 30.06.2023 et 14.12.2023)

1. MODIFICATION DES STATUTS DE L'ASSOCIATION ET DE SA DENOMINATION

L'association sans but lucratif qui fait l'objet des présents statuts a été fondée le 19/12/1959 par Mrs :

- MOULIN Gaston, Ecaussines, Cultivateur
 - DEHUT Nicolas, Maurage, Cultivateur
 - MOREAU DE BELLAING Jean, Rotem, Cultivateur
 - DE PAEP Raphaël, Bevere (Waas), Cultivateur
 - HENNEAU Pierre, Temploux, Cultivateur
 - HERMAN Arthur, Boirs, Cultivateur
 - AUTHOM Fernand, Tubize, Cultivateur
 - LEKEU, Jean Pierre, Geel, Cultivateur
 - PLAITIN Odilon, Ghoy, Cultivateur
 - PEETERS Xavier, Horrues, Cultivateur
 - DUMONT DE CHASSART, André Saint-Amand-Lez-Fleurus, Cultivateur
 - DELHOVE, Alphonse, Fammilleureux, Cultivateur
- tous de nationalité belge.

sous le n° d'identification : 496/60

Elle a pris pour dénomination « Centre indépendant de propagande fourragère », en abrégé C.I.P.F. (Annexes du M.B. du 19/12/1959) avec dénomination modifiée en « Centre indépendant de promotion fourragère » en abrégé C.I.P.F. ou Onafhankelijk Groenvoeder Centrum le 14/04/1994

Les soussignés :

BADERT Benoît, domicilié rue de Chaumont 15, 1315 Roux-Miroir
DEWITTE Willy, domicilié Gevaert Zuid 47, 8730 Beernem
FOUCART Guy, domicilié rue Notre Dame 6, 1490 Court-Saint-Etienne
HALON Christian, domicilié rue du Grand Péril 214, 7090 Hennuyères
HUENS Frédéric, domicilié rue Léon Evrard 15, 1390 Bossut Gottechain
MANSSSENS Gilles, domicilié rue de l'écorcheur 20, 1495 Sart-Dames-Avelines
MASSART Jean-Marie, domicilié rue de Rochefort, 313, 5570 Beauraing
PARDOMS Marc, domicilié Chemin Vert 55, 1480 Tubize

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 08/01/2024 - Annexes du Moniteur belge

Mentionner sur la dernière page du Volet B : Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers
Au verso : Nom et signature (pas applicable aux actes de type « Mention »).

RENARD Fabien, domicilié rue Romaine 64, 5310 Branchon
RYCKBOSCH Didier, domicilié rue Fossé des Vaux 49, 1490 Court Saint Etienne
VANDEPOPELIERE Dominique, domicilié rue A. Barbier 52, 6220 Wangenies
VANDEPUTTE Frédéric, domicilié rue de Linoy 17, 5030 Ernage
VERBIEST Marc, domicilié Velpestraat 3, 3370 Boutersem
WAUTERS Bert, domicilié Vierhuizen 1, 9940 Sleidinge
Katholieke Universiteit Leuven, Oude Markt 13, 3000 Leuven
UCL, conseiller scientifique – Mr Xavier DRAYE domicilié Avenue Albert 1er 72 1342 Limelette

ont décidé à l'unanimité des membres présents ou représentés de procéder à la modification des statuts de ladite association, conformément aux dispositions nouvelles de la loi du 23 mars 2019. La version ci-après remplace la précédente et est rédigée comme suit :

TITRE I

DENOMINATION – SIEGE SOCIAL

Article 1er – L'association Sans But Lucratif est dénommée « Centre Indépendant de Promotion fourragère » asbl en français et « Onafhankelijk Groenvoeder Centrum » vzw en néerlandais

En abrégé, l'association peut prendre l'appellation de : « CIPF asbl » ou « CIPF vzw ». Les deux dénominations complètes ainsi que leurs dénominations abrégées peuvent être employées conjointement ou séparément.

Tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de l'association mentionneront la dénomination de l'association, précédée ou suivie immédiatement des mots « association sans but lucratif » ou du sigle « asbl », ainsi que de l'adresse du siège de l'association du numéro d'entreprise, des termes « registre des personnes morales » ou de l'abréviation « RPM » suivi de l'indication du tribunal de l'entreprise compétent, et du numéro de compte bancaire sur tous les documents comptables et financiers.

Article 2 – Son siège social est établi à 1348 LOUVAIN-LA-NEUVE, Chemin du Cyclotron 2 bte L7.05.11, bâtiment Marc de Hemptinne, aile B, 1er étage, en région Wallonne. Ses unités d'établissement sont localisées en Région Wallonne au Chemin du Cyclotron 2 bte L7.05.11 à 1348 Louvain-la-Neuve et à la rue du Laid Bumiat 30 à 1325 Chaumont-Gistoux et en Région Flamande à Waversesteenweg 81A 3360 Bierbeek.

Toute modification du siège de l'association relève de la compétence de l'organe d'administration.

L'association est constituée pour une durée indéterminée.

TITRE II

BUT SOCIAL

Article 3 – L'association a pour but de mettre à disposition des agriculteurs des différentes régions agricoles du pays et des autres partenaires du secteur, les informations nécessaires pour optimiser la conduite, la conservation et la valorisation des productions fourragères, énergétiques et/ou alimentaires par un travail de recherche appliquée tout en accordant une attention particulière au respect de l'environnement et de la biodiversité. Le CIPF développe les connaissances dans les cultures de maïs, de sorgho, de miscanthus et de silphie ainsi que tout autre culture prometteuse susceptible de favoriser ses objectifs. Il évalue des solutions innovantes visant à protéger les sols (lutte contre l'érosion) et la ressource en eau. Il s'intéresse plus spécialement aux fermes de type familial et à l'agriculture raisonnée, de conservation, durable ou biologique.

Pour parvenir à ces objectifs, il déploiera les efforts nécessaires composant son objet afin :

1° de mettre en place des essais agronomiques, de réaliser des observations, des réseaux d'avertissements, des analyses, des enquêtes, des activités de développement, de promotion concernant les productions fourragères (maïs, sorgho) ainsi que les cultures de silphie et de miscanthus.

2° de coordonner, réaliser, participer à des recherches appliquées visant à améliorer les techniques culturales sous ses différentes formes de production, de récolte ou de valorisation dans un souci de rentabilité agricole, de respect de l'environnement et de la santé. L'amélioration de la qualité de la production ou de ses techniques de conservation et de valorisation seront également prises en compte ;

3° d'améliorer la rentabilité agricole par l'alimentation économique du bétail à base de fourrages et de concentrés produits à la ferme et ce, tout en visant à respecter l'environnement ;

4° de collaborer avec tout qui en Belgique ou à l'étranger peut contribuer à lui permettre d'atteindre ses objectifs.

Elle pourra accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son but. Elle peut notamment prêter son concours et s'intéresser à toute activité similaire à son but.

L'association assure sa liberté d'action et son autonomie à l'égard de toute pression économique, commerciale, politique ou sociale.

TITRE III

MEMBRES

Section I

Admission

Article 4 - L'association est composée de membres effectifs, d'adhérents, d'observateurs, et de membres émérites, qui peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales.

Le nombre des membres effectifs est illimité mais ne peut être inférieur à trois.

En-dehors des prescriptions légales, les membres effectifs, les adhérents, les observateurs ainsi que les membres émérites jouissent de droits et sont tenus à des obligations qui sont précisés dans le cadre des présents statuts. Seules les modalités de l'exercice de ces droits ou obligations pourront figurer dans l'éventuel règlement d'ordre intérieur.

Article 5 --

§ 1. Sont membres effectifs :

Toute personne morale ou physique admise en cette qualité par l'organe d'administration. La décision est souveraine et ne doit pas être motivée. Ne sont admis comme membres effectifs de l'association que des agriculteurs(trices) cultivant ou ayant cultivé le maïs, le miscanthus, le sorgho, la silphie ou autre culture faisant l'objet des préoccupations de l'asbl. Le conseiller scientifique, le conseiller technique, le responsable technique ainsi qu'un ou plusieurs collaborateur(s) selon les besoins.

Pour devenir membre effectif, il faudra remplir les conditions suivantes :

- avoir atteint l'âge de 18 ans révolus
- exprimer son adhésion aux statuts et son désir de contribuer de manière active à l'objet social,
- adresser une demande écrite et motivée à l'organe d'administration
- la candidature doit être acceptée par l'assemblée générale statuant à la majorité des 2/3 des voix des membres présents ou représentés.

Les personnes morales désigneront une personne physique avec le cas échéant un suppléant, chargée de les représenter au sein de l'association.

§ 2. Sont membres adhérents toute personne physique ou morale, en ordre de cotisation, admise en cette qualité par l'organe d'administration. La décision est souveraine et ne doit pas être motivée.

Les adhérents bénéficient des activités de l'association et y participent en se conformant aux statuts. Ils ont accès aux services organisés par l'association et aux informations techniques qu'elle diffuse.

Ils ne peuvent revendiquer le moindre droit en matière de gestion de l'association. Les adhérents n'ont accès à aucun document (notamment registre des membres, registre des délibérations de l'organe d'administration ou de l'Assemblée générale, livres comptables, ...) en dehors de ce que l'association est légalement tenue de publier.

Ils ne doivent pas être invités à l'Assemblée générale.

L'organe d'administration peut, dans le trimestre qui suit le versement de la cotisation, refuser l'admission d'un adhérent. La cotisation sera, dans ce cas reversé, au candidat adhérent.

Le candidat non admis ne peut se représenter qu'après une année à compter de la date de la décision de l'organe d'administration.

§ 3. L'organe d'administration pourra accorder le titre d'observateur à toute personne physique ou morale souhaitant apporter son concours à l'association sans participer à sa gestion. La décision de l'organe d'administration accordant cette qualité est souveraine et ne doit pas être motivée. Les observateurs jouissent des mêmes droits que les membres effectifs, excepté le droit de vote à l'Assemblée générale.

§ 4. L'organe d'administration pourra accorder le titre de membre émérite à toute personne physique ou morale qui a rendu des services insignes à l'association ou aux objectifs qu'elle poursuit et qui souhaite apporter son concours à l'association sans participer à sa gestion. La décision de l'organe d'administration accordant cette qualité est souveraine et ne doit pas être motivée. Les membres émérites jouissent des mêmes droits que les membres effectifs, excepté le droit de vote à l'Assemblée générale.

Article 6 –

L'association doit tenir, en son siège, un registre des membres effectifs en version électronique, sous la responsabilité de l'organe d'administration. Ce registre reprend pour chaque membre au moins le nom, prénom et domicile, ou lorsqu'il s'agit d'une personne morale, la dénomination, la forme légale et l'adresse du siège de celle-ci. Le registre UBO doit être mis à jour chaque année avec ces données.

Toutes décisions d'admission, de démission ou d'exclusion de membres effectifs sont inscrites au registre à la diligence de l'organe d'administration endéans le mois de la connaissance que le Conseil a eue de la ou des modifications intervenues.

Tous les membres effectifs peuvent consulter, au siège social de l'association, le registre des membres. A cette fin, ils adressent une demande écrite à l'organe d'administration, avec lequel ils conviennent d'une date et d'une heure de consultation du registre.

Article 7 – Les membres ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association.

Section II

Démission, exclusion, suspension

Article 8 – Les membres effectifs, sont libres de se retirer à tout moment de l'association en adressant par envoi recommandé ou par lettre contre accusé de réception ou encore courriel, leur démission à l'association.

Les adhérents, Les observateurs et les membres émérites sont libres de se retirer à tout moment de l'association en communiquant par écrit ou par courriel leur décision au secrétaire de l'association.

Est réputé démissionnaire, l'adhérent qui ne paie pas la cotisation qui lui incombe, dans le mois du deuxième rappel qui lui est adressé par lettre ordinaire à la poste ou par courriel.

L'exclusion d'un membre effectif est prononcée par l'assemblée générale. Cette dernière ne peut valablement se prononcer que si l'exclusion est explicitement indiquée dans la convocation et si l'assemblée réunit au moins les deux tiers des membres présents ou représentés. L'exclusion est prononcée au scrutin secret, à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées, après que le membre ait été entendu, s'il le désire. Dans ce cas, les votes nuls, blancs ainsi que les abstentions ne sont pas prises en compte, ni au numérateur, ni au dénominateur.

L'exclusion d'un adhérent, d'un membre émérite ou d'un observateur peut être prononcée par l'organe d'administration à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées.

L'organe d'administration peut suspendre les membres effectifs visés par une mesure d'exclusion, jusqu'à décision de l'Assemblée générale.

Le non-respect des statuts, le décès, la faillite, le défaut d'être présent, représenté ou excusé à trois Assemblées générales consécutives, aux lois de l'honneur et de la bienséance, les fautes graves, agissements ou paroles, qui pourraient entacher l'honorabilité ou la considération dont doit jouir l'association, sont des actes qui peuvent conduire à l'exclusion d'un membre effectif, d'un adhérent, d'un membre émérite ou d'un observateur.

Article 9 – Le membre démissionnaire, suspendu ou exclu, ainsi que les créanciers, les héritiers ou ayant droits du membre décédé ou failli, n'ont aucun droit sur le fonds social. Ils ne peuvent réclamer ou requérir ni relevé, ni reddition de comptes, ni remboursement des cotisations, ni apposition de scellés, ni inventaire.

TITRE IV

DES COTISATIONS

Article 10 – Les membres effectifs, les membres émérites et les observateurs ne sont astreints à aucun droit d'entrée, ni au paiement d'aucune cotisation. Ils apportent à l'association le concours actif de leurs capacités et de leur dévouement.

Les adhérents paient une cotisation annuelle. Le montant de cette cotisation est fixé par l'Assemblée générale. Il ne pourra être supérieur à 500,00 EUR.

TITRE V

ASSEMBLEE GENERALE

Article 11 – L'Assemblée générale est composée de tous les membres effectifs de l'association.

Les membres émérites et les observateurs seront convoqués à l'Assemblée générale. Ils pourront participer à tous ses travaux et pourront participer aux délibérations avec voix consultative.

Article 12 - L'Assemblée générale possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi ou les présents statuts.

Sont réservées à sa compétence :

1. La modification des statuts ;
2. La nomination et la révocation des administrateurs et la fixation de leur rémunération dans les cas où une rémunération leur est attribuée ;
3. La nomination et la révocation du commissaire et la fixation de sa rémunération ;
4. La décharge à octroyer aux administrateurs et au commissaire, ainsi que, le cas échéant, l'introduction d'une action de l'association contre les administrateurs et les commissaires ;
5. L'approbation des comptes annuels et du budget ;
6. La dissolution de l'association ;
7. L'exclusion d'un membre effectif ;
8. La transformation de l'ASBL en AISBL, en société coopérative agréée comme entreprise sociale et en société coopérative entreprise sociale agréée ;
9. Effectuer ou accepter l'apport à titre gratuit d'une universalité ;
10. Tous les autres cas où la loi ou les statuts l'exigent.

Article 13 - Il doit être tenu au moins une Assemblée générale chaque année, dans le courant du premier semestre.

L'association peut être réunie en Assemblée générale extraordinaire à tout moment par décision de l'organe d'administration, notamment à la demande d'un cinquième au moins des membres effectifs. Une telle demande devra être adressée au secrétariat de l'organe d'administration par lettre recommandée à la poste au moins deux semaines à l'avance.

Article 14 – Tous les membres effectifs, les membres émérites et les observateurs doivent être convoqués à l'Assemblée générale par l'organe d'administration par lettre ordinaire, par courriel adressé au moins quinze jours avant l'Assemblée.

La lettre ordinaire ou le courriel sera signé par le secrétaire ou le président, au nom de l'organe d'administration. Le courriel sera envoyé avec accusé de réception, par le secrétaire ou le président ou la personne désignée par ceux-ci.

La convocation mentionne le jour, heure et lieu de la réunion.

L'ordre du jour est également mentionné dans la convocation. Toute proposition signée par au moins un cinquième des membres effectifs doit être portée à l'ordre du jour.

L'Assemblée ne peut délibérer valablement que sur les points mentionnés à l'ordre du jour. Un point divers peut cependant être prévu.

L'assemblée ne peut délibérer valablement sur un point qui n'est pas mentionné à l'ordre du jour, « sauf » si une majorité des deux tiers des membres effectifs présents estime que l'urgence empêche de le reporter.

L'assemblée générale pourra se réunir par un moyen de communication électronique devant être indiqué dans la convocation. Ce moyen doit permettre, d'une part, de contrôler la qualité et l'identité des participants, et d'autres parts, d'assurer la participation directe, simultanée et aux délibérations et aux votes.

Les membres pourront participer à une réunion de l'assemblée générale de manière hybride à savoir une partie des membres pourront être présents physiquement et d'autres par moyen de communication électronique.

Le procès-verbal de l'assemblée générale mentionne les éventuels problèmes et incidents techniques qui ont empêché ou perturbé la participation par voie électronique à l'assemblée générale ou au vote.

Les membres pourront être autorisés à voter à distance par voie électronique avant la réunion lorsque cela sera justifié. Dans ce cas, les questions pourront être posées jusqu'à 2 jours avant la réunion et les votes devront parvenir au moins 1 jour avant la réunion.

Les membres pourront décider par écrit pour tout type de décisions relevant des compétences de l'assemblée générale, à l'exception de la modification des statuts. Ces décisions par écrit requièrent l'unanimité.

Article 15 – Chaque membre effectif a le droit d'assister à l'assemblée. Il peut se faire représenter par un mandataire porteur d'une procuration écrite, datée et signée. Le mandataire, qui ne peut être titulaire que d'une seule procuration, doit être membre effectif, observateur ou membre émérite.

Seuls les membres effectifs présents ou représentés, ont le droit de vote. Chacun dispose d'une voix.

Les membres émérites et les observateurs peuvent disposer d'une voix consultative, mais en aucun cas délibérative.

L'organe d'administration peut inviter toute personne à tout ou partie de l'Assemblée générale en qualité de consultant.

Article 16 – L'Assemblée générale est présidée par le Président de l'organe d'administration ou à défaut par un vice-président présent.

Article 17 – L'Assemblée générale peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés, sauf les exceptions prévues par la loi ou les présents statuts.

Les décisions de l'Assemblée générale sont adoptées à la majorité simple des votes régulièrement exprimés, sauf dans les cas où il est décidé autrement par la loi ou les présents statuts.

En cas de partage des voix, celle du Président ou de l'administrateur qui le remplace est prépondérante.

Sont exclus des quorums des votes à majorités simples ou qualifiées, les votes blancs, nuls ainsi que les abstentions.

Lorsque le quorum de présence n'est pas atteint à une Assemblée générale, une seconde réunion de l'Assemblée ne peut être tenue moins de 30 jours après la tenue de la première réunion. La décision sera alors définitive, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés lors de l'Assemblée générale, sous réserve de l'application in casu des dispositions légales.

Article 18 - L'Assemblée générale ne peut valablement délibérer sur la dissolution de l'association, sur la modification des statuts, sur l'exclusion des membres ou sur la transformation en société à finalité sociale que conformément aux conditions spéciales de quorum de présence et de majorité requises par le code des sociétés et des associations.

Article 19 – Les décisions de l'Assemblée sont consignées dans un registre de procès-verbaux contresignés par deux administrateurs ayant participé aux délibérations. Ce registre est conservé au siège social où tous les membres effectifs ou émérites ainsi que les observateurs éventuels, peuvent en prendre connaissance mais sans déplacement du registre ni copie, après requête écrite ou orale à l'organe d'administration avec lequel le membre doit convenir de la date et de l'heure de la consultation.

Toutes modifications aux statuts sont déposées, en version coordonnée, au greffe du Tribunal de l'entreprise sans délai et publiées, par les soins du greffier et par extraits aux Annexes du Moniteur comme dit dans le code des sociétés et des associations. Il en va de même pour tous les actes relatifs à la nomination ou à la cessation de fonction des administrateurs et, le cas échéant, des vérificateurs.

TITRE VI

ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION

Article 20 – L'association est administrée par un organe d'administration composé de trois personnes (physiques ou morales) au moins et de 21 au plus, nommés par l'Assemblée générale pour un terme de quatre ans, renouvelables par quart, et en tout temps révocable par elle.

Au moins le tiers des membres de l'organe d'administration doivent être ou avoir été exploitant agricole actif dans le domaine de la culture de maïs, de sorgho, de silphie ou de miscanthus.

Le nombre d'administrateurs en personne physique ou morale doit être inférieur ou égal au nombre de personnes membres de l'association.

Les membres sortants de l'organe d'administration sont rééligibles.

Article 21 – En cas de vacance d'un mandat, un administrateur peut être nommé à titre provisoire par l'organe d'administration. Il achève dans ce cas le mandat de l'administrateur qu'il remplace. Cette nomination devra être confirmée ou infirmée par la première assemblée générale sans porter préjudice à la régularité de la composition de l'organe d'administration jusqu'à ce moment.

Article 22 – Le Conseil désigne parmi ses membres un Président, un Trésorier, un Secrétaire, un Conseiller scientifique, un conseiller technique et le(s) responsable(s) technique(s) qui composent le bureau.

Un même administrateur peut être nommé à plusieurs fonctions.

En cas d'empêchement du Président, ses fonctions sont assumées par un Vice-Président qu'il désigne.

L'organe d'administration peut inviter à ses réunions toute personne dont la présence lui paraît nécessaire selon les besoins et à titre consultatif uniquement.

Article 23 – Le Conseil se réunit chaque fois que les nécessités de l'association l'exigent et chaque fois qu'au moins un cinquième de ses membres en font la demande. Les convocations sont envoyées par le Président ou le Secrétaire par simple lettre ou courriel aux administrateurs au moins 8 jours calendrier avant la date de réunion.

La lettre ordinaire ou le courriel sera signé par l'administrateur délégué, le secrétaire ou le président, au nom de l'organe d'administration. Le courriel sera envoyé par l'administrateur délégué, le secrétaire, le président ou une personne désignée par eux avec accusé de réception.

Les convocations contiennent l'ordre du jour, la date, l'heure et le lieu où la réunion sera tenue.

Le Conseil délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents ou représentés, sauf dispositions légales, réglementaires ou statutaires contraires.

Sont exclus des quorums des votes à majorités simples ou qualifiées, les votes blancs, nuls ainsi que les abstentions.

Les décisions de l'organe d'administration sont prises à la majorité simple des voix.

Chaque administrateur dispose d'une voix. En cas de partage des votes, la voix du Président ou de l'administrateur qui le remplace est prépondérante.

Un administrateur peut se faire représenter au Conseil par un autre administrateur, porteur d'une procuration écrite.

Un administrateur ne peut être porteur de plus d'une procuration. (sauf cas exceptionnel)

Ses décisions sont consignées sous forme de procès-verbaux, signés par le président et les administrateurs qui le souhaitent ou deux administrateurs ayant participé aux délibérations et inscrites dans un registre spécial. Ce registre est conservé au siège social. Tout membre effectif ou émérite ainsi que les observateurs éventuels, justifiant d'un intérêt légitime, peuvent en prendre connaissance sans déplacement, ni copie, du registre.

Article 24 – L'organe d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration, la gestion et la représentation de l'association. Seuls sont exclus de sa compétence, les actes réservés par la loi ou les présents statuts à l'Assemblée générale.

Article 25 – L'organe d'administration gère toutes les affaires de l'association. Il peut toutefois déléguer la gestion journalière de l'association, avec l'usage de la signature afférente à cette gestion, à un organe de gestion composé d'un ou plusieurs délégués à la gestion journalière. Les délégués à la gestion journalière sont choisis au sein de l'organe d'administration, ils revêtent en cette hypothèse la qualité d'administrateur délégué à la gestion journalière, et/ou au sein des membres effectifs et/ou parmi les tiers à l'association et revêtent alors la qualité de délégué à la gestion journalière. Ils sont désignés pour une durée illimitée et sont, en tout temps, révocables par l'organe d'administration qui fixera en outre leurs pouvoirs, ainsi qu'éventuellement leur salaire ou appointements ou honoraires.

Si l'organe d'administration désigne plusieurs délégués à la gestion journalière, ils agissent individuellement.

La délégation à la gestion journalière s'organise comme suit :

Les pouvoirs de l'organe de gestion journalière de l'association sont limités aux actes de gestion quotidienne de l'association (gestion des comptes bancaires, ouverture et fermeture, placement en bon père de famille ou tout autre acte financier ou d'administration générale) qui permettent d'accomplir les actes d'administration, qui sans que les raisons suivantes soient cumulatives :

- ☐ Ne dépassent pas les besoins de la vie quotidienne de l'asbl.
- ☐ En raison de leur peu d'importance et/ou de la nécessité d'une prompt solution, ne justifient pas l'intervention de l'organe d'administration.

Les représentants à la délégation de représentation sont :

- ☐ Le trésorier et/ou délégué à la gestion journalière
- ☐ Le secrétaire

Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation des fonctions des personnes déléguées à la gestion journalière sont déposés au greffe du Tribunal de l'entreprise sans délai et publiés, aux soins du greffier, par extraits, aux annexes du Moniteur belge comme requis par le code des sociétés et des associations.

Ils n'auront pas à justifier de leurs pouvoirs vis-à-vis des tiers.

Article 26 – L'organe d'administration représente l'association dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires. Il peut toutefois confier cette représentation à un organe de représentation composé de un ou plusieurs délégués à la représentation ou représentant légal.

Les délégués à la représentation sont choisis au sein de l'organe d'administration, ils revêtent en cette hypothèse la qualité d'administrateur délégué à la représentation, et/ou au sein des membres effectifs et/ou parmi les tiers à l'association et revêtent alors la qualité de délégué à la représentation.

Ils sont désignés pour une durée illimitée et sont, en tout temps, révocables par l'organe d'administration qui fixera en outre leurs pouvoirs, ainsi qu'éventuellement leur salaire, appointements ou honoraires.

Ces personnes n'auront pas à justifier de leurs pouvoirs vis-à-vis des tiers.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront intentées ou soutenues au nom de l'association par l'organe d'administration, sur les poursuites et diligences de l'organe de représentation.

Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation des fonctions des personnes habilitées à représenter l'association sont déposés au greffe du Tribunal de commerce sans délai, et publiés, aux soins du greffier, par extraits aux annexes du Moniteur belge comme dit aux dispositions du code des sociétés et des associations.

Article 27 – Les administrateurs, les personnes déléguées à la gestion journalière, ainsi que les personnes habilitées à représenter l'association, ne contractent, en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association.

L'association pourra souscrire, au profit de ses administrateurs, une assurance responsabilité civile des administrateurs, afin de les couvrir en cas d'action intentée contre eux en raison d'une faute de gestion.

Article 28 – Le délégué à la gestion journalière, le secrétaire ou le président sont habilités à accepter à titre provisoire ou définitif les libéralités faites à l'association et à accomplir toutes les formalités nécessaires à leur acquisition pour autant que leur valeur n'excède pas 200.000,00 EUR.

TITRE VII

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 29 – Nous n'avons pas de règlement intérieur

Article 30 – L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre.

Article 31 – Le compte de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice suivant seront annuellement soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire par l'organe d'administration.

Les comptes et les budgets sont tenus et, le cas échéant, publiés conformément au code des sociétés et des associations.

Article 32 – L'Assemblée générale peut désigner un vérificateur aux comptes. Choisis en dehors du Conseil d'administration, il est chargé de vérifier les comptes de l'association et de lui présenter un rapport annuel.

Il est nommé pour un an et est rééligible.

Au cas où la vérification des comptes n'a pu être effectuée par le vérificateur ou son suppléant, il appartient à chaque membre effectif de procéder lui-même à cette vérification au siège social de l'association. Les documents comptables sont conservés au siège social où tous les membres effectifs, d'honneur ou émérites ainsi que les observateurs éventuels, peuvent en prendre connaissance mais sans déplacement, ni copie, du registre après requête écrite ou orale à l'organe d'administration avec lequel le membre doit convenir de la date et de l'heure de la consultation.

Article 33 – En cas de dissolution de l'association, l'Assemblée générale désigne le ou les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et indique l'affectation à donner à l'actif net de l'avoir social.

Cette affectation doit obligatoirement être faite en faveur d'une fin désintéressée.

Les liquidateurs auront pour mandat de réaliser l'avoir de l'association, de liquider toute dette quelconque et de distribuer le solde éventuel à une association sans but lucratif poursuivant un but similaire ou à une institution publique.

Toutes décisions relatives à la dissolution, aux conditions de la liquidation, à la nomination et à la cessation des fonctions du ou des liquidateur(s), à la clôture de la liquidation, ainsi qu'à l'affectation de l'actif net, sont déposées au greffe du Tribunal de commerce et publiées, aux soins du greffier, aux Annexes du Moniteur comme prévu dans le code des sociétés et des associations.

Article 34 – l'organe d'administration ci-après dénommé par conseil d'administration.

Article 35 - Tout ce qui n'est pas prévu explicitement aux présents statuts est réglé par le code des sociétés et des associations.

Fait à Corroy-le-Grand, le 14 décembre 2023

2. NOMINATIONS ET DEMISSIONS D'ADMINISTRATEURS (AG du 20.12.2022 et 14.12.2023)

Messieurs F. HUENS, D. RIJBOSCH et B. WAUTERS et F. VANDEPUTTE, tous sortants et rééligibles, sont réélus à l'unanimité. (AG.20.12.2022). Messieurs P. BOMBAERTS, J. WAUTERS et J. DEPOORTER (responsable technique en Flandre) sont démissionnaires (AG.20.12.2022).

Messieurs CH. HALON, JM. MASSART et G. MANSSENS, tous sortants et rééligibles, sont réélus à l'unanimité. (AG.14.12.2023)

Monsieur F. NACKAERTS est démissionnaire (AG.14.12.2023).

La composition du O. A. est la suivante à l'issue de l'A.G. du 14.12.2023 :

BADERT Benoît, domicilié rue de Chaumont 15, 1315 Roux-Miroir
DEWITTE Willy, domicilié Gevaert Zuid 47, 8730 Beermen
FOUCART Guy, domicilié rue Notre Dame 6, 1490 Court-Saint-Etienne
HALON Christian, domicilié rue du Grand Péril 214, 7090 Hennuyères
HUENS Frédéric, domicilié rue Léon Evrard 15, 1390 Bossut Gottechain
MANSSENS Gilles, domicilié rue de l'écorcheur 20, 1495 Sart-Dames-Avelines
MASSART Jean-Marie, domicilié rue de Rochefort, 313, 5570 Beauraing
PARDOMS Marc, domicilié Chemin Vert 55, 1480 Tubize
RENARD Fabien, domicilié rue Romaine 64, 5310 Branchon
RYCKBOSCH Didier, domicilié rue Fossé des Vaux 49, 1490 Court Saint Etienne
VANDEPOPELIERE Dominique, domicilié rue A. Barbier 52, 6220 Wangenies
VANDEPUTTE Frédéric, domicilié rue de Linoy 17, 5030 Ernage
VERBIEST Marc, domicilié Velpestraat 3, 3370 Boutersem
WAUTERS Bert, domicilié Vierhuizen 1, 9940 Sleidinge

Katholieke Universiteit Leuven, Oude Markt 13, 3000 Leuven

UCL, conseiller scientifique – Mr Xavier DRAYE domicilié Avenue Albert 1er 72 1342 Limelette

Le contrôle des comptes est effectué par Madame GARCEZ, représentant la société FIDECO S.A. Boulevard Georges Derijck 26/12, 1480 Tubize désignée pour une période d'un an renouvelable.

3. COMPOSITION DU BUREAU DE L'ASSOCIATION

La composition du bureau est la suivante à l'issue du C.A. du 14.12.2023 :

- ☐ à la présidence : Mr Marc PARDOMS,
- ☐ à la vice-présidence : Jean-Marie MASSART
- ☐ au secrétariat : Mr Fabien RENARD
- ☐ à la trésorerie : Mr Guy FOUCART
- ☐ au conseil scientifique : Mr Xavier DRAYE

qui tous acceptent ce mandat.

4. NOMINATION DE L'ORGANE DE GESTION DE L'ASSOCIATION (CA du 30.06.2023 & 14.12.23)

Le CA du 30.06.2023 désigne à l'unanimité Mrs GUY FOUCART pour les activités en Wallonie et en Flandre, en qualité d'Administrateur-délégué à la gestion journalière de l'association.

Mrs FOUCART Guy accepte ce mandat. Il disposera de tous les pouvoirs en matière de gestion journalière de l'association.

Le CA du 14.12.2023 désigne à l'unanimité, Marc PARDOMS, Guy FOUCART et Gilles MANSSENS en qualité d'Administrateurs-délégués à la représentation de l'association.

Marc PARDOMS, Guy FOUCART et Gilles MANSSENS acceptent ce mandat. Ils disposeront de tous les pouvoirs en matière de représentation de l'association.

Fait à Louvain-La-Neuve, le 14 décembre 2023.

Wijziging van de statuten van de vzw and en de maatschappelijke zetel (AV 14.12.23).
Benoeming en ontslag van bestuurders (AV 20.12.2022 en 14.12.2023) Samenstelling van het dagelijks bestuur van de vereniging (RD 14.12.2023) Benoeming van het bestuur van de vereniging (RD 30.06.2023 en 14.12.2023)

1.WIJZIGING VAN DE STATUTEN VAN DE VZW EN DE MAATSCHAPPELIJKE ZETEL

De Vereniging Zonder Winstoogmerk die het voorwerp uitmaakt van deze statuten werd op 19/12/1959 opgericht door :

De heer MOULIN Gaston, Ecaussines, Landbouwer
De heer MDEHUT Nicolas, Maurage, Landbouwer
De heer MOREAU DE BELLAING Jean, Rotem, Landbouwer
De heer DE PAEP Raphaël, Bevere (Waas), Landbouwer
De heer HENNEAU Pierre, Temploux, Landbouwer
De heer HERMAN Arthur, Boirs, Landbouwer
De heer AUTHOM Fernand, Tubize, Landbouwer
De heer LEKEU, Jean Pierre, Geel, Landbouwer
De heer PLAÏTIN Odilon, Ghoy, Landbouwer
De heer PEETERS Xavier, Hornues, Landbouwer
De heer DUMONT DE CHASSART, André Saint-Amand-Lez-Fleurus, Landbouwer
De heer DELHOVE, Alphonse, Familleureux, Landbouwer
alle Belgische nationaliteit

onder identificatienummer : 496/60

De eerste benaming was "Centre indépendant de propagande fourragère", afgekort C.I.P.F. (Bijlagen du M.B. du 19/12/1959) gewijzigd in "Centre indépendant de promotion fourragère", afgekort C.I.P.F. of Onafhankelijk Groenvoeder Centrum op 14/04/1994.

De ondertekend :

BADERT Benoît, gevestigd te rue de Chaumont 15, 1315 Roux-Miroir
DEWITTE Willy, gevestigd te Gevaert Zuid 47, 8730 Beemen
FOUCART Guy, gevestigd te rue Notre Dame 6, 1490 Court-Saint-Etienne
HALON Christian, gevestigd te rue du Grand Péril 214, 7090 Hennuyères
HUENS Frédéric, gevestigd te rue Léon Evrard 15, 1390 Bossut Gottechain
MANSSSENS Gilles, gevestigd te rue de l'écorcheur 20, 1495 Sart-Dames-Avelines
MASSART Jean-Marie, domicilié rue de Rochefort, 313, 5570 Beauraing
PARDOMS Marc, gevestigd te Chemin Vert 55, 1480 Tubize
RENARD Fabien, gevestigd te rue Romaine 64, 5310 Branchon
RYCKBOSCH Didier, gevestigd te rue Fossé des Vaux 49, 1490 Court Saint Etienne
VANDEPOPELIERE Dominique, gevestigd te rue A. Barbier 52, 6220 Wangenies
VANDEPUTTE Frédéric, gevestigd te rue de Linoy 17, 5030 Ernage
VERBIEST Marc, gevestigd te Velpestraat 3, 3370 Boutersem
WAUTERS Bert, gevestigd te Vierhuizen 1, 9940 Sleidinge
Katholieke Universiteit Leuven, Oude Markt 13, 3000 Leuven
UCL, conseiller scientifique – Mr Xavier DRAYE gevestigd te Avenue Albert 1er 72 1342 Limelette

hebben unaniem beslist door de aanwezige of vertegenwoordigde leden om de statuten van voornoemde vereniging te wijzigen, in overeenstemming met de nieuwe bepalingen van de wet van 23 maart 2019. De volgende versie vervangt de vorige en luidt als volgt :

TITEL I

BENAMING – ZETEL

Artikel 1 - De benaming van de Vereniging Zonder Winstoogmerk luidt « Onafhankelijk Groenvoeder Centrum » vzw in het Nederlands en « Centre indépendant de promotion fourragère » asbl in het Frans

In het kort, kan de vereniging de naam « CIPF vzw of CIPF asbl ». Aannemen. Zowel de twee volledige benamingen als hun afkortingen kunnen gezamenlijk of afzonderlijk gebruikt worden

Op alle akten, facturen, aankondigingen, publicaties en andere documenten uitgaande van de vereniging zullen de naam van de vereniging vermelden, onmiddellijk voorafgegaan of gevolgd door de woorden « vereniging zonder winstoogmerk » of de afkorting « vzw » en het adres van de maatschappelijke zetel van de vereniging, het ondernemingsnummer, de termen "register van rechtspersonen" of de afkorting "RPM" gevolgd door de aanduiding van de bevoegde vennootschapsrechtbank, en het bankrekeningnummer op alle boekhoudkundige en financiële documenten.

Artikel 2 - De maatschappelijke zetel is gevestigd te 1348 LOUVAIN-LA-NEUVE, Chemin du Cyclotron 2 bte L7.05 11, bâtiment Marc de Hemptinne aile B, 1er étage in Waalse Gewest. De vestigingseenheden zijn gelegen in het Waalse Gewest, Chemin du Cyclotron 2 bte L7.05.11, te 1348 Louvain-la-Neuve en in de rue du Laid Burniat 30, te 1325 Chaumont-Gistoux en in het Vlaamse Gewest, Waversesteenweg 81A, 3360 Bierbeek.

Elke wijziging aan de zetel van de vereniging valt onder de bevoegdheid van de beheersorgaan.

De vereniging wordt opgericht voor onbepaalde duur.

TITEL II

SOCIAAL DOEL

Artikel 3 - De vereniging heeft tot doel boeren uit de verschillende landbouwregio's van het land en andere partners in de sector te voorzien van de informatie die nodig is om het beheer, het behoud en de valorisatie van de voederproductie en energetische waarden en/of voedselproductie te optimaliseren door middel van toegepast onderzoek, waarbij bijzondere aandacht wordt besteed aan respect voor het milieu en de biodiversiteit. Het CIPF ontwikkelt kennis op het gebied van maïssteelt, sorghum, miscanthus en silphia, evenals elk ander veelbelovend gewas dat zijn doelstellingen kan bevorderen. Het evalueert innovatieve oplossingen gericht op de bescherming van de bodem (bestrijding van erosie) en watervoorraden. Hij is vooral geïnteresseerd in familieboerderijen en in bereedeneerde, natuurbehoud, duurzame of biologische landbouw. Om deze doelstellingen te verwezenlijken zal zij de nodige inspanningen leveren die haar doel vormen, teneinde:

1° Het opzetten van agronomische proeven, het uitvoeren van observaties, waarschuwingsnetwerken, analyses, enquêtes, ontwikkelingsactiviteiten, promoten en voederproductie (maïs, sorgho) evenals de cultuur van zonnekroon en olifantengras.

2° Het coördineren, uitvoeren en deelnemen aan toegepast onderzoek gericht op het verbeteren van de teelttechniek van maïs onder verschillende vormen van productie, oogst of valorisatie met het oog op een verbetering van de rendabiliteit van het gewas, het respect voor het milieu en gezondheid. Er zal ook rekening gehouden worden met het verbeteren van de productiekwaliteit of de conserverings- en valorisatietechnieken ervan.

3° De winstgevendheid van de landbouw verbeteren door het zuinig voederen van vee op basis van op de boerderij geproduceerd voer en krachtvoer, met het respect voor het milieu.

4° Samenwerken met iedereen in België of in het buitenland die kan bijdragen tot het bereiken zijn doelstellingen.

De vereniging kan alle handelingen stellen die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met haar doel. Zij kan inzonderheid haar medewerking verlenen en deelnemen aan iedere activiteit die met haar doel overeenstemt of gemeenschappelijke delen heeft.

De vereniging behoudt haar vrijheid van handelen en autonomie ten opzichte van elke economische, commerciële, politieke of sociale druk.

TITEL III

LEDEN

Sectie I

Aanvaarding

Artikel 4 - De vereniging bestaat uit effectieve leden, toetredende leden, waarnemers en emeritusleden, die natuurlijke personen of rechtspersonen kunnen zijn. Het aantal effectieve leden is onbeperkt maar kan niet minder dan drie te bedragen.

Buiten de wettelijke voorschriften genieten de effectieve leden, toetredende leden, waarnemers en emeritusleden van bepaalde rechten en zijn ze gebonden aan verplichtingen die in het kader van deze statuten zijn vastgesteld. Enkel de modaliteiten van het uitoefening van deze rechten of plichten mogen voorkomen in het reglement van inwendige orde.

Artikel 5 -

§ 1. Volwaardige leden zijn :

Elk rechtspersoon of natuurlijke persoon die in deze hoedanigheid door de beheersorgaan word toegelaten. De beslissing is soeverein en mag niet gemotiveerd worden. Enkel landbouwers die maïs, miscanthus, sorgho, silphia of andere gewassen verbouwen of hebben verbouwd die het voorwerp uitmaken van de zorgen van de vzw worden toegelaten als volwaardig lid van de vereniging. De wetenschappelijke raadgever, de technische raadgever, de technisch verantwoordelijke en één of meerdere medewerkers, afhankelijk van de behoeften.

Om effectief lid te worden, moet aan de volgende voorwaarden worden voldaan :

- de leeftijd van 18 jaar hebben bereikt
- de wil tot toetreding tot de statuten hebben uitgedrukt alsook de wens om actief bij te dragen aan het sociale doel.
- een schriftelijke en gemotiveerde aanvraag indienen bij de beheersorgaan,
- kandidatuur wordt aanvaard door een 2/3 meerderheid van de leden die aanwezig of vertegenwoordigd zijn op de Algemene Vergadering.

Alle rechtspersonen benoemen een natuurlijk persoon, eventueel met een plaatsvervanger, die hen binnen de vereniging vertegenwoordigt.

§ 2. Zijn toetredende leden :

Alle iedere natuurlijke personen of rechtspersonen die met hun bijdrage in orde zijn kunnen als lid aanvaard worden door de beheersorgaan. Deze beslissing is soeverein en mag niet gemotiveerd worden.

De toetredende leden genieten van de activiteiten van de vereniging en leveren hun bijdrage in overeenstemming met de statuten. Ze hebben toegang tot de diensten van de vereniging en tot de technische informatie die door de vereniging verspreid wordt.

Toetredend leden kunnen op geen enkel moment rechten opeisen op het beheer van de vereniging. De toetredende leden hebben geen toegang tot documenten (meerbepaald ledenlijsten, registers van de beraadslagingen van de beheersorgaan of van de Algemene vergadering, boekhoudkundige, boeken...) buiten die de vereniging wettelijk verplicht is om te publiceren.

Ze zijn niet verplicht om uitgenodigd te worden op de Algemene Vergadering.

De beheersorgaan kan, binnen het trimester dat volgt op de betaling van de ledenbijdrage, beslissen tot het weigeren van een kandidatuur van een toetredend lid. De bijdrage zal hierop teruggestort worden aan de kandidaat toetredend lid.

Een afgewezen kandidaat kan zich ten vroegste één jaar na de datum van de beslissing van de beheersorgaan opnieuw kandidaat stellen als toetredend lid.

§ 3. De beheersorgaan kan de titel van waarnemer toewijzen aan elk natuurlijk persoon of rechtspersoon die zijn wil uitdrukt om actief mee te werken aan de activiteiten van de vereniging zonder deel te nemen aan het bestuur ervan. De beslissing van de beheersorgaan tot het toekennen van deze titel is soeverein en mag niet gemotiveerd worden. De waarnemers genieten van dezelfde rechten als een effectief lid, uitgezonderd het recht om te stemmen in de Algemene Vergadering.

§ 4. De beheersorgaan kan de titel van emerituslid toewijzen aan elk natuurlijk persoon of rechtspersoon die opmerkelijke diensten heeft geleverd aan de vereniging of aan de doelstellingen die zij nastreeft en die zijn wil uitdrukt om verder actief mee te werken aan de activiteiten van de vereniging zonder deel te nemen aan het bestuur ervan. De beslissing van de beheersorgaan tot het toekennen van deze titel is soeverein en mag niet gemotiveerd worden. De emeritusleden genieten van dezelfde rechten als een gewone effectief lid, uitgezonderd het recht tot om te stemmen in de Algemene Vergadering.

Artikel 6 –

De vereniging moet op haar statutaire zetel een elektronische versie van het register van effectieve leden bijhouden, onder de verantwoordelijkheid van de beheersorgaan. Dit register bevat voor elk lid ten minste de naam, voornaam en adres, of in het geval van een rechtspersoon, de naam, de rechtsvorm en het vestigingsadres van de rechtspersoon. Het UBO-register moet jaarlijks worden bijgewerkt met deze gegevens.

Alle besluiten tot toelating, ontslag of uitsluiting van effectieve leden worden op verzoek van de Raad van Bestuur in het register of in de archiefkast opgenomen binnen een maand nadat de Raad van Bestuur kennis heeft genomen van de wijziging(en) die zich heeft voorgedaan.

Alle effectieve leden kunnen het register van de leden of de dossierkast op de maatschappelijke zetel van de Vereniging raadplegen. Daartoe richten zij een schriftelijk verzoek aan de beheersorgaan, met wie zij een datum en tijdstip overeenkomen voor de raadpleging van het register of de dossierkast.

Artikel 7 – De leden dragen geen persoonlijke verplichtingen aan met betrekking tot de verplichtingen van de vereniging

Sectie II

Ontslag, uitsluiting, schorsing

Artikel 8 – Elk effectief lid kan ten allen tijde vrij om zich uit de vereniging treden. Het vrijwillig ontslag van een effectief lid moet per aangetekende brief, per brief tegen ontvangstbewijs of per e-mail aan de voorzitter van de Raad van beheer ter kennis worden gebracht.

Het vrijwillig ontslag van toetredende leden, waarnemers en emeritusleden moet per gewone brief of per e-mail aan de secretaris van de raad van beheer ter kennis worden gebracht.

Toetredende leden die hun bijdragen nog niet betaald hebben in de maand van de tweede herinneringsbrief wordt geacht ontslag te hebben genomen.

De uitsluiting van een effectief lid wordt uitgesproken door de algemene vergadering. De Algemene Vergadering kan alleen geldig beslissen als de uitsluiting expliciet wordt vermeld in de oproeping en als ten minste twee derde van de aanwezige of vertegenwoordigde leden aanwezig zijn. Tot uitsluiting wordt besloten bij geheime stemming, met een tweederde meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde stemmen, nadat het lid, indien hij dit wenst, is gehoord. In dit geval worden ongeldige stemmen, blanco stemmen en onthoudingen niet meegerekend, noch in de teller noch in de noemer.

De uitsluiting van toetredende leden, waarnemers en emeritusleden kan slechts door de beheersorgaan en met een meerderheid van twee derden van de stemmen van de aanwezige en vertegenwoordigde leden worden uitgesproken.

De beheersorgaan mag een effectief lid waarvan hij de uitsluiting voorstelt schorsen totdat de algemene vergadering zich over de voorgestelde maatregel heeft uitgesproken.

Het niet naleven van de statuten of van de beslissingen van de Algemene Vergadering, bij overlijden, bij faling, bij het niet aanwezig zijn of niet vertegenwoordigd of niet verontschuldigd zijn op drie opeenvolgende Algemene Vergaderingen, de wetten van eer en fatsoen, niet respecteren van de deontologische code, grove fouten, handelingen of uitspraken die de goede naam of de werking van de vereniging schaden kan aanleiding geven tot het uitsluiten van effectieve leden, waarnemers en emeritusleden.

Artikel 9 – Het ontslagnemende, geschorste of uitgesloten lid, evenals de schuldeisers of erfgenamen of begunstigen van het overleden of faillite lid hebben geen recht op het sociaal fonds van de vereniging. Zij kunnen ook geen rekeninguittreksels, bijdragen, zegelrechten of inventaris of enige andere bezitting van de vereniging opvragen of eisen.

TITEL IV

BIJDRAGEN

Artikel 10 – De effectieve leden, emeritusleden en waarnemers zijn niet verplicht tot het leveren van enige bijdrage of lidgeld. Zij leveren de vereniging een meerwaarde door hun inzet, medewerking en hun kennis. De toetredende leden betalen een jaarlijkse bijdrage. Het bedrag van deze bijdrage wordt vastgelegd door de algemene Vergadering en kan niet hoger zijn dan 500,00 EUR.

TITEL V

ALGEMENE VERGADERING

Artikel 11 – De Algemene Vergadering bestaat uit alle effectieve leden van de vereniging. De emeritusleden en waarnemers worden de Algemene Vergadering opgeroepen. Zij mogen deelnemen aan alle activiteiten en deliberaties als raadgevende stem.

Artikel 12 - De algemene ledenvergadering bezit de machten die de wet of onderhavige statuten uitdrukkelijk toekennen.

Behoren inzonderheid tot haar bevoegdheid:

- 1° de wijziging van de statuten;
- 2° de benoeming en ontslag van de bestuurders en tot vaststelling van hun bezoldiging in gevallen waarin aan hen een beloning wordt toegekend.
- 3° de benoeming en ontslag van de commissaris en vaststellen van hun beloningen.
- 4° De kwijting te verlenen aan de bestuurders en de commissaris, alsmede, voor zover van toepassing, het instellen van een actie door de vereniging tegen de bestuurders en de commissarissen
- 5° de goedkeuring van de jaarrekening en de begroting ;
- 6° de ontbinding van de vereniging;
- 7° de uitsluiting van volwaardig leden;
- 8° De transformatie van non-profitorganisatie naar een AISBL, naar een coöperatieve vennootschap die erkend is als sociale onderneming en naar erkende coöperatieve vennootschap voor sociale ondernemingen
- 9° Uitvoeren of accepteren van de vrije bijdrage van een universaliteit.
- 10° alle andere gevallen waarin de wet of de statuten het vereisen.

Artikel 13 - Er dient ten minste één Algemene Vergadering per jaar te worden gehouden en dit in het eerste semester van het jaar.

De vereniging kan op elk moment een bijzondere algemene vergadering bijeenroepen bij besluit van de beheersorgaan, meerbepaald indien één vijfde van de effectieve leden hierom vraagt, of wanneer de omstandigheden het vereisen. Deze aanvraag moet ten minste twee weken op voorhand via aangetekende brief aan het secretariaat van de beheersorgaan kenbaar worden gericht.

Artikel 14 – Alle effectieve leden, emeritusleden en waarnemers moeten door de beheersorgaan worden opgeroepen voor de Algemene Vergadering per gewone brief, per e-mail verzonden minstens 15 dagen voor de vergadering.

De uitnodiging via een gewone brief of e-mail zal door de voorzitter of de secretaris van de beheersorgaan gehandtekend zijn. De e-mail wordt met ontvangstbevestiging verstuurd door de secretaris of de voorzitter of de door hen aangewezen persoon.

De uitnodiging vermeld datum, tijdstip en plaats van de vergadering alsook de dagorde van de vergadering. Alle voorstellen die door minsten één vijfde van de leden ondertekend wordt, dient op de dagorde van de vergadering geplaatst te worden. Er kan enkel geldig over onderwerpen gedelibereerd worden tijdens de Vergadering indien zij op de dagorde voorkomen.

Een punt "ander zaak" kan echter worden voorzien

De vergadering kan niet geldig beraadslagen over een punt dat niet op de agenda staat, "behalve" indien een tweederde meerderheid van de aanwezige effectieve leden van oordeel is dat de dringende noodzakelijkheid het uitstellen ervan verhindert.

De Algemene Vergadering kan worden gehouden met behulp van elektronische communicatiemiddelen, die in de oproeping tot de vergadering moeten worden vermeld. Deze middelen moet het mogelijk maken om enerzijds de hoedanigheid en de identiteit van de deelnemers te controleren en anderzijds een rechtstreekse en gelijktijdige deelname aan de beraadslagingen en stemmingen te verzekeren.

Leden zullen op hybride wijze kunnen deelnemen aan een vergadering van de Algemene Vergadering, dat wil zeggen dat een deel van de leden fysiek aanwezig zal kunnen zijn en een ander deel door middel van elektronische communicatie.

In de notulen van de algemene vergadering wordt melding gemaakt van eventuele technische problemen of incidenten die de elektronische deelname aan de algemene vergadering of de stemming hebben verhindert of verstoord.

Indien gerechtvaardigd kan het leden worden toegestaan om voorafgaand aan de vergadering op afstand elektronisch te stemmen. In dit geval kunnen er tot 2 dagen voor de vergadering vragen worden gesteld en moeten de stemmen minimaal 1 dag voor de vergadering binnen zijn.

Leden kunnen schriftelijke besluiten nemen over alle zaken die binnen de opdracht van de Algemene Vergadering vallen, met uitzondering van statutenwijzigingen. Schriftelijke besluiten vereisen unanimitéit.

Artikel 15 – Elk effectief lid heeft het recht om de vergadering bij te wonen. Hij kan zich laten vertegenwoordigen door een volmachthouder die in het bezit is van een schriftelijke, gedateerde en ondertekende volmacht. Een lid kan slechts volmachthouder zijn van één enkele volmacht. Enkel effectieve leden, waarnemers en ereleden kunnen volmachthouder zijn. Enkel aanwezige of vertegenwoordigde volwaardige leden hebben stemrecht met elk één stem.

Emeritusleden en waarnemers kunnen een raadgevende stem uitbrengen maar in geen enkel geval een besluitnemende stem.

De beheersorgaan kan elke persoon uitnodigen tot de vergadering in de hoedanigheid van raadgever.

Artikel 16 – De Algemene Vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de beheersorgaan of bij afwezigheid, door een aanwezige vice-voorzitter.

Artikel 17 – De Algemene Vergadering kan geldig beslissen, wat ook het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden, behalve indien niet voldaan is aan de wettelijke verplichtingen of aan de geldende statuten. De beslissingen worden genomen bij gewone meerderheid van geldige stemmen, behalve indien niet voldaan is aan de wettelijke verplichtingen of aan de geldende statuten. Bij staking der stemmen beslist de voorzitter of het vervangende bestuurslid.

Uitgesloten van het quorum zijn stemmen met gewone of gekwalificeerde meerderheid, blanco stemmen, ongeldige stemmen en onthoudingen.

Ingeval het benodigde aanwezigheidsquorum voor stemming niet behaald wordt op een vergadering, wordt een tweede Algemene Vergadering bijeengeroepen en dit ten vroegste 30 dagen na de eerste vergadering. De beslissing op deze vergadering zal dan definitief zijn, ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden behalve indien hierdoor niet voldaan is aan alle wettelijke verplichtingen.

Artikel 18 - De Algemene Vergadering kan enkel geldig stemmen over de opheffing van de vereniging, de wijzigingen van de statuten, de uitsluiting van leden en de omvorming van de vereniging zonder winstoogmerk tot een vennootschap met sociaal oogmerk in overeenstemming met de wettelijke vereisten met betrekking tot het benodigde quorum van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Artikel 19 – De beslissingen van de Algemene Vergadering worden bijgehouden in een register of notulenmap en deze worden ondertekend door twee raadsleden die aan de stemmingen hebben deelgenomen. Dit register of map wordt bewaard op de sociale zetel waar alle effectieve leden, emeritusleden en eventuele waarnemers ze kunnen lezen na schriftelijke of mondelinge aanvraag bij de beheersorgaan zonder het verplaatsen of kopiëren van de documenten. Na aanvaarding van het verzoek tot raadpleging dient een dag en uur overeengekomen te worden voor de consultatie.

Alle wijzigingen aan de statuten worden onverwijld in een gecoördineerde versie neergelegd ter griffie van de Vennootschapsrechtbank en gepubliceerd door de griffier en bij uittreksels in de bijlagen bij het Staatsblad zoals vermeld in het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Dit is ook van toepassing voor alle andere geldig genomen beslissingen zoals het wijzigen of stopzetten van bepaalde functies van bestuursleden of indien van toepassing, van controleurs van de rekeningen.

TITEL VI

BESTUUR VAN DE VERENIGING

Artikel 20 – De vereniging wordt bestuurd door een beheersorgaan van minstens drie bestuurders (rechtspersoon of natuurlijke persoon) en maximum 21 personen, jaarlijks te vernieuwen met een kwart van de Raadsleden. De Raadsleden worden aangesteld door de Algemene Vergadering voor een periode van 4 jaar, die kan verlengd worden maar ook op elk moment ingetrokken kan worden.

Minimum een derde van de leden van de beheersorgaan dienen landbouwers te zijn of zijn geweest die actief is in de maïssteelt, sorgho, silphia of miscanthus.

Het aantal bestuurders die natuurlijke personen of rechtspersonen zijn dient op elk moment kleiner of gelijk te zijn dan het aantal leden van de vereniging.

Leden die een termijn in de beheersorgaan uitgezeten hebben zijn opnieuw herverkiesbaar.

Artikel 21 – Ingeval het beschikbaar komen van een bepaald mandaat in de beheersorgaan wordt een interimbestuurslid aangeduid door de beheersorgaan die vanaf dan het mandaat van de beheer die hij vervangt vervult in de beheersorgaan. Deze benoeming moet door de eerste algemene vergadering worden bevestigd of ontbonden, onverminderd de regelmatigheid van de samenstelling van het bestuursorgaan tot dat moment.

Artikel 22 – De beheersorgaan kiest onder zijn leden een Voorzitter, één of meerdere ondervoorzitters, een schatbewaarder, een secretaris, een technisch verantwoordelijke en een wetenschappelijk raadgever die samen het dagelijks bestuur vormen.

Eenzelfde bestuurder kan meerdere functies uitoefenen.

Ingeval van gebrek van de voorzitter, worden de taken van de voorzitter overgenomen door de ondervoorzitter die door de voorzitter aangeduid wordt.

De Raad kan op al haar vergadering ieder persoon uitnodigen die zij nuttig acht en dit enkel ter consultatie.

Artikel 23 – De Raad wordt samen geroept op elk moment dat de omstandigheden het vereisen of bij verzoek, van minimum één vijfde van de leden van de beheersorgaan. Alle leden, bestuursleden worden via brief of fax uitgenodigd en dit ten laatste 8 kalenderdagen voor de datum vergadering.

De uitnodiging zal door de voorzitter, een gedelegeerd bestuurder of de secretaris van de beheersorgaan gehandtekend en verstuurd zijn. De leden bevestigen de brief met ontvangst van bericht.

De uitnodigingen vermeld datum, uur en plaats van de vergadering alsook de dagorde van de vergadering.

De Raad kan geldig beslissen, wat ook het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden, behalve indien niet voldaan is aan de wettelijke verplichtingen of aan de geldende statuten.

Uitgesloten van het quorum zijn stemmen met gewone of gekwalificeerde meerderheid, blanco stemmen, ongeldige stemmen en onthoudingen.

De beslissingen van de beheersorgaan worden genomen bij gewone meerderheid van geldige stemmen, behalve indien niet voldaan is aan de wettelijke verplichtingen of aan de geldende statuten. Ieder bestuurslid beschikt over één stem. Bij staking der stemmen beslist de voorzitter of het vervangende bestuurslid.

Elk bestuurslid heeft het recht om zich te laten vertegenwoordigen door een ander bestuurslid die in het bezit is van een schriftelijke, gedateerde en ondertekende volmacht.

Een bestuurslid kan slechts volmachthouder zijn van één enkele volmacht.

De beslissingen van de Raad worden bijgehouden in een register van processen verbaal en deze worden ondertekend door twee raadsleden die aan de stemmingen hebben deelgenomen. Dit register wordt bewaard op de sociale zetel waar alle effectieve leden, emeritusleden en eventuele waarnemers, die een legitiem belang aantonen, ze kunnen lezen na schriftelijke of mondelinge aanvraag bij de Raad van Bestuur zonder het verplaatsen of kopiëren van de documenten.

Artikel 24 – De beheersorgaan heeft de breedst mogelijke macht over het bestuur en beheer en vertegenwoordiging van de vereniging. Deze macht wordt enkel beperkt zoals voorgeschreven in de wetteksten en deze statuten.

Artikel 25 – De beheersorgaan behartigt alle belangen van de vereniging. Voor het dagelijks bestuur van de vereniging kan het bestuur deze taken overdragen aan een college van één of meer gedelegeerde bestuurders met de daarbij behorende machtiging tot handtekening in naam van het bestuur. De gedelegeerde bestuurders worden gekozen in de schoot van de beheersorgaan waarna zij de titel van gedelegeerd bestuurder dragen en/of uit de effectieve leden en/of uit anderen verbonden aan de vereniging, waarna zij de titel van gedelegeerden tot het dagelijks bestuur dragen.

Ze worden aangesteld voor onbepaalde duur en zijn op elk moment opnieuw intrekbaar door de Raad van Bestuur die ook bevoegd is voor het bepalen van de bevoegdheden en eventuele salarissen of honoraria.

Als de beheersorgaan meerdere gedelegeerde bestuurders aanduidt voor het dagelijks bestuur, handelen zij individueel.

De delegatie van het dagelijks bestuur is als volgt georganiseerd:

De bevoegdheden van het dagelijks bestuur van de vereniging zijn beperkt tot handelingen van dagelijks bestuur van de vereniging (beheer van bankrekeningen, openen en sluiten, plaatsing als goede vader of enige andere financiële of algemene administratieve handeling) die het mogelijk maken om administratieve handelingen uit te voeren, die zonder dat de volgende redenen cumulatief zijn:

- Overschrijd de dagelijkse behoefte van de vereniging niet.
- Wegens hun onbeduidendheid en/of de noodzaak van een snelle oplossing, rechtvaardigen ze de tussenkomst van de beheersorgaan niet.

De vertegenwoordigers in de vertegenwoordigingsdelegatie zijn :

- De penningmeester en/of afgevaardigde voor het dagelijks bestuur
- Secretaris

De handelingen met betrekking tot de aanstelling en stopzetting van de delegerende functies voor het dagelijks bestuur zullen steeds meteen neergelegd worden bij de griffie van de Vennootschapsrechtbank en gepubliceerd worden in de annexen van het Staatsblad zoals voorzien in het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Zij dienen hun volmachten niet te rechtvaardigen aan derden.

Artikel 26 – De beheersorgaan vertegenwoordigt de vereniging in alle juridische en extrajuridische aangelegenheden. Deze vertegenwoordigende taak kan ten allen tijde toevertrouwd worden aan een vertegenwoordigingsorgaan dat bestaat uit een of meer vertegenwoordigers of wettelijke vertegenwoordigers

De vertegenwoordigende gedelegeerde bestuurders worden gekozen in de schoot van de Raad van Bestuur en onder de effectieve leden of andere leden van de vereniging. In het eerste geval dragen zij de titel van gedelegeerd bestuurder bij de vertegenwoordiging en anders is hun titel vertegenwoordigend gedelegeerd lid.

Deze functies worden toegewezen voor onbepaalde duur en zijn ten allen tijde intrekbaar door de beheersorgaan die ook bevoegd is voor het bepalen van de bevoegdheden en eventuele salarissen of honoraria.

Zij dienen hun volmachten niet te rechtvaardigen aan derden.

De rechtshandelingen, zowel als eiser dan als verweerder, worden namens de vereniging gevolgd door aangeduide vertegenwoordigers van de beheersorgaan.

De handelingen met betrekking tot de aanstelling en stopzetting van de vertegenwoordigende functies voor het dagelijks bestuur zullen steeds meteen neergelegd worden bij de griffie van de handelsrechtbank en gepubliceerd worden in de annexen van het Staatsblad zoals voorzien in het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Artikel 27 – De bestuurders, de gedelegeerden voor het dagelijks bestuur of de leden verantwoordelijk voor de vertegenwoordiging van de vereniging dragen geen enkele persoonlijke verantwoordelijkheid uit hoofde van de verbintenissen van de vereniging.

De Vereniging kan een bestuurdersaansprakelijkheidsverzekering afsluiten voor haar bestuurders, om hen te dekken in het geval van procedures die tegen hen worden aangespannen wegens wanbeheer.

Artikel 28 – De gedelegeerden voor het dagelijks bestuur, de secretaris of de voorzitter zijn gemachtigd om voorlopige of definitieve formaliteiten en verrichtingen uit te voeren in naam van de vereniging op voorwaarde dat de bedragen de 200.000,00 EUR niet overschrijden.

TITEL VII

DIVERSE BEPALINGEN

Artikel 29 – We hebben geen R.O.I.

Artikel 30 – Het dienstjaar of boekjaar begint op 1 januari om te eindigen op 31 december.

Artikel 31 – De rekeningen en volgende begrotingen worden jaarlijks door de beheersorgaan aan de Algemene Vergadering onderworpen voor goedkeuring.

De rekeningen en volgende begrotingen zijn, indien van toepassing, gebonden door de wetgeving van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen.

Artikel 32 – De Algemene Vergadering mag een rekeningtoezicht aanstellen. Deze persoon wordt gekozen buiten de Raad van Bestuur en wordt belast met de controle van de rekeningen van de vereniging en dient een jaarlijks verslag in.

Deze toezichter wordt aangewezen voor één jaar en is herkiesbaar.

In het geval de controle van de rekeningen niet kan worden uitgevoerd door de toezichter of een vertegenwoordiger is het de taak van elk lid om eigenhandig tot de controle van de rekeningen over te gaan. De boekhoudkundige documenten worden bewaard op de sociale zetel waar alle effectieve leden, emeritusleden en eventuele waarnemers ze kunnen lezen na schriftelijke of mondelinge aanvraag bij de beheersorgaan zonder het verplaatsen of kopiëren van de documenten. Na aanvaarding van het verzoek tot raadpleging van de documenten dient een dag en uur overeengekomen te worden voor de consultatie.

Artikel 33 – In geval van ontbinding van de vereniging zal de Algemene Vergadering één of meer vereffenaars aanduiden en hun opdrachten en bevoegdheden bepalen alsook de bestemming van het netto overblijvend maatschappelijk actief.

Deze bestemming dient verplicht gekozen te worden met een voorkeur voor een belangeloos einde.

De vereffenaars krijgen de bevoegdheid om alle resterende bezittingen te liquideren om zodoende alle bestaande schulden te vereffenen en andere eventuele bestaande lasten aan te zuiveren en het netto overblijvend maatschappelijk actief over te maken aan een vereniging die gelijkaardige doelen nastreeft of aan een publieke instelling.

Alle beslissingen met betrekking tot de ontbinding en vereffening, de aanstelling van vereffenaars, alle afhandelingen van de liquidatie en verdeling van het netto overblijvend kapitaal worden neergelegd bij de griffie van de bevoegde handelsrechtbank en zullen in het Staatsblad gepubliceerd worden in overeenstemming met het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Artikel 34 - het bestuursorgaan dat hierna de Raad van Bestuur wordt genoemd.

Artikel 35 - Wat door de statuten niet is voorzien wordt geregeld door het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Gedaan te LOUVAIN-LA-NEUVE, op 14 december 2023

2. BENOEMING EN ONTSLAG VAN BESTUURDERS (AV 20.12.2022 en 14.12.2023)

De heren F. HUENS, D. RIJKBOSCH et B. WAUTERS et F. VANDEPUTTE, allen aftredend en herkiesbaar, worden met algemene stemmen herkozen (AV 20.12.2022). De Heren P.BOMBAERTS, J.WAUTERS en J. DEPOORTER (technische verantwoordelijke van Vlaanderen) hebben ontslag genomen (AV 20.12.2022)

De heren CH. HALON, JM. MASSART et G. MANSSSENS, allen aftredend en herkiesbaar, worden met algemene stemmen herkozen (AV 14.12.2023).

Meneer F.NACKAERTS heeft ontslag genomen (AV 14.12.2023)

Volgend op de Algemene Vergadering van 14.12.2023, zal de samenstelling van de beheersorgaan als volgt zijn:

BADERT Benoît, gevestigd rue de Chaumont 15, 1315 Roux-Miroir
 DEWITTE Willy, gevestigd Gevaert Zuid 47, 8730 Beernem
 FOUCART Guy, gevestigd rue Notre Dame 6, 1490 Court-Saint-Etienne
 HALON Christian, gevestigd rue du Grand Péril 214, 7090 Hennuyères
 HUENS Frédéric, gevestigd rue Léon Evrard 15, 1390 Bossut Gottechain
 MANSSSENS Gilles, gevestigd rue de l'écorcheur 20, 1495 Sart-Dames-Avelines
 MASSART Jean-Marie, gevestigd rue de Rochefort, 313, 5570 Beauraing
 PARDOMS Marc, gevestigd Chemin Vert 55, 1480 Tubize
 RENARD Fabien, gevestigd rue Romaine 64, 5310 Branchon
 RYCKBOSCH Didier, gevestigd rue Fossé des Vaux 49, 1490 Court Saint Etienne
 VANDEPOPELIERE Dominique, gevestigd rue A. Barbier 52, 6220 Wangenies
 VANDEPUTTE Frédéric, gevestigd rue de Linoy 17, 5030 Emage
 VERBIEST Marc, gevestigd Velpestraat 3, 3370 Boutersem
 WAUTERS Bert, gevestigd Vierhuizen 1, 9940 Sleidinge

Katholieke Universiteit Leuven, Oude Markt 13, 3000 Leuven
UCL, Wetenschappelijke raadgeve – Mr Xavier DRAYE gevestigd te Avenue Albert 1^{er} 72 1342 Limelette

De rekeningen worden gecontroleerd door mevrouw GARCEZ, vertegenwoordiger van het bedrijf FIDECO S.A. Boulevard Georges Derijck 26/12, 1480 Tubize, benoemd voor een hernieuwbare periode van één jaar.

3. SAMENSTELLING VAN HET DAGELIJKS BESTUUR VAN DE VERENIGING

Volgend op de Raad van Bestuur van 14.12.2023 is het uitvoerend comité als volgt samengesteld :

- Voorzitter : Mr Marc PARDOMS,
- Vice-voorzitter : Jean-Marie MASSART
- Secretaris : Mr Fabien Renard
- Penningmeester : Mr Guy FOUCART
- Wetenschappelijke raadgever: Mr Xavier DRAYE die allen dit mandaat aanvaarden.

4. BENOEMING VAN HET BESTUUR VAN DE VERENIGING (Raad van Bestuur van 30.06.2023 & 14.12.2023)

De Raad van Bestuur van 30.06.2023 benoemde unaniem Meneer Guy Foucart, voor activiteiten in Wallonië en Vlaanderen, als algemeen directeur verantwoordelijk voor het dagelijks bestuur van de vereniging.

Meneer FOUCART Guy aanvaardt dit mandaat. Hij krijgt de volledige bevoegdheid voor het dagelijks bestuur van de vereniging.

De Raad van Bestuur van 14.12.2023 heeft unaniem Marc PARDOMS, Guy FOUCART en Gilles Manssens aangesteld als Gedelegeerd Bestuurders om de vereniging te vertegenwoordigen.

Marc PARDOMS, Guy Foucart en Gilles Manssens aanvaarden dit mandaat. Zij zullen alle bevoegdheden hebben om de vereniging te vertegenwoordigen.

Guy Foucart
Administrateur délégué à la
gestion personnelle et à la représentation